

Le Couac

Un drôle d'oiseau

Vol. 4 • n° 5

Février 2001

3,00\$



So-so-so Solidarité de secours

VIVE LE
BOUCHARD
LIBRE!



Bobis 2001

Dans le sirupeux panégyrique glorifiant les réalisations de Lucien Bouchard, son ex-rédacteur de discours et conseiller personnel, Jean-François Lisée, écrit: «il (nous?) laisse aux Québécois de 2001 un outil collectif plus solide et plus solidaire que celui dont il avait hérité.» (La Presse, 13-01-01).

Grâce à lui, on ne dit plus le ministère de la Sécurité du revenu, mais le ministère de la Solidarité sociale. Les bénéficiaires du nouveau ministère ont pu apprécier la solidité accrue de cette solidarité améliorée. Depuis le 1er janvier, le chèque mensuel d'une personne seule est passé de 512,00\$ à 512,42\$, une grosse augmentation de 42 cents par mois, 5,04\$ par année pour 2001. Ça c'est du solide. On peut donc conclure que sous Lucien Bouchard, la solidité de l'outil collectif de la solidarité sociale a fait une formidable ascension de 0,082%. Le salaire minimum a bondi de 1,45%. Au même moment, les bénéfices nets de Power Corp. ont augmenté de 520 millions de \$, soit 46,9% et Jean Monty (BCE) a mis 47,7 millions dans ses poches.

Lisée ajoute: «Lucien Bouchard a voulu dégager des sommes considérables pour étendre la solidarité envers les enfants [grâce à] la prestation unifiée qui couvrirait pour la première fois les besoins essentiels de tous les enfants à faible revenu. Des milliers d'enfants arrivent à l'école le ventre vide, les banques alimentaires sont continuellement à sec. On présume que pour l'enfant pauvre québécois, manger n'est pas un besoin essentiel. C'est vrai qu'il y a toutes sortes de conceptions de la faim.

Par exemple, les grandes entreprises patronales ont dressé un bilan très positif des cinq années de pouvoir de Lucien Bouchard. Appelée à commenter la démission du premier ministre, Sylvie Raté, porte-parole de la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante, soutient que «ce gouvernement allait dans le sens des préoccupations des PME, déficit zéro, redressement du fardeau fiscal, et réforme de la fiscalité des entreprises, il a répondu à plusieurs de nos attentes.» Mais comme s'empresse de rajouter Gilles Taillon, président du Conseil du patronat du Québec (CPO), «nous sommes restés sur notre faim.» (Le Devoir, 12-01-01)

Lisée décrit ensuite le PQ du tandem Bouchard-Landry comme un parti social-démocrate de gauche, engagé dans la «troisième voie». Un mouvement conçu par

Tony Blair et Bill Clinton qui «réunit des gouvernements sociaux-démocrates réconciliés avec l'économie de marché et la compétitivité, mais refusant de soumettre la société tout entière aux dogmes du néolibéralisme.» Deux paragraphes plus loin, l'auteur nous donne justement un exemple de cette troisième voie et de la social-démocratie gauchiste de Bill Clinton qui s'était engagé, dans un autre siècle, à réformer le système de santé américain. «Parlez-en aux aînés de New-York qui nolisent des autobus pour venir acheter ici

des médicaments dont le prix, chez eux, excède leur maigre revenu.» Aux États-Unis, soigner ses brûlures d'estomac ou soigner son diabète peut coûter aussi cher que se droguer à la cocaïne. Sacré Bill, les gauchistes sociaux-démocrates qui contrôlent les compagnies d'assurances privées lui ont vite montré qui était le boss.

«Nous n'avons pas réussi à accroître la ferveur souverainiste, mes efforts sont restés vains», disait Lucien dans son discours de démission. «Le milieu des affaires demeurera toujours mal à l'aise avec la souveraineté. On peut dire toutefois que sous M. Bouchard, cet élément n'a pas été à l'avant-plan» constate pour sa part Gilles Taillon du CPO. Est-ce le manque de ferveur souverainiste du chef ou son virage à droite qui a été mal perçu par la population? Là est la question. Peut-être que certains politiciens ont un petit peu perdu de vue qu'ils avaient été élus pour servir le peuple, pas pour transformer l'État en entreprise privée.

La stratégie péquiste est une faillite sur tous les plans. Les groupes de pression patronaux seront toujours opposés à la souveraineté, peu importe les cadeaux fiscaux et les subventions qu'ils obtiendront. Les citoyens au bas de l'échelle sociale et salariale ont perdu confiance dans le PQ, et dans sa capacité de répartir la richesse sociale. Pour eux, les péquistes ont été pires que les libéraux. Les coupures dans l'aide sociale, les soins de santé, les médicaments, etc., ont appauvri deux millions des Québécois les plus pauvres. Ce n'est pas en faisant plaisir au patronat, à Alain Dubuc et à Claude Picher qu'on arrivera à influencer le vote populaire.

Si la ferveur souverainiste semble décliner, c'est bien parce qu'une partie importante des citoyens ne se donne même plus la peine d'aller voter. Aucun rédacteur de discours talentueux, derrière un politicien charismatique, n'arrivera à leur faire croire que le virage à droite et le néolibéralisme du gouvernement actuel sont des mesures progressistes. Qui veut d'un pays dont le projet de société se limite à changer la raison sociale de Canada Inc., pour Québec Inc. en se limitant à transférer des fonds publics vers Cascades et Quebecor, au lieu de Bombardier, et Power Corporation? Si le seul bénéfice que retirent les citoyens de la souveraineté consiste à se faire fourrer en français plutôt qu'en anglais, ce n'est pas demain la veille du jour où on les convaincra d'aller voter.

JACQUES BOUCHARD

Céline Avortement!

«Céline Dion aurait bien pu ne jamais voir le jour». C'est le sous-titre d'un article de grand intérêt publié par La Presse du 13 janvier en page A4. On y apprend que Céline doit la vie à un prêtre qui aurait fait un plaidoyer à Maman Dion contre l'avortement.

Encore une autre bonne raison de détester les prêtres et le discours circulaire des pro-vie.

Égalité des sexes

L'Ontario de Mike Harris se retrouve encore une fois à la pointe du progrès social. La loi canadienne de 1885 interdisait aux femmes de travailler plus de 60 heures par semaine, alors que les hommes pouvaient donner jusqu'à 72 heures hebdomadaires à leur patron. C'était injuste. En 2001, grâce au gouvernement conservateur de Harris, Ontariens et Ontariennes sont traités sur un pied d'égalité: 60 heures pour tout le monde. 115 ans pour en arriver là...

QUÉBEC 2001

-TAUX DE SUICIDE RECORD!

-TAUX DE TAXATION RECORD!

DITES...
CH'EST CHUPER
ICHITT!!



Pensée d'une autre époque?

«Ces journaux qui proclament que le Canada est le pays le plus prospère du monde se gardent bien de mettre en relief les plaintes amères de l'ouvrier, plaintes qui sont le démenti de leurs félicitations illusoire.» (Médéric Lanctôt, avocat, journaliste et syndicaliste, pendant la campagne électorale de 1867).

L'économie du savoir

À ceux qui se demandent encore ce que «l'économie du savoir» et la «société de l'information» signifient, la lecture quotidienne, attentive et masochiste du fleuron de l'empire Quebecor peut apporter quelques réponses éclairantes. Le 23 décembre, le Journal de Montréal annonçait en gros titre qu'un «village du sud de l'Espagne» avait gagné un gros lot historique à la loterie espagnole.

Vérifions. En lisant l'article (un texte d'agence de presse), on apprendait que le village en question s'appelait Ségovie et qu'il s'agissait d'une ville située à 90 km au nord de Madrid. Le chef de pupitre a-t-il lu le texte avant de pondre son titre? Un simple dictionnaire ajoute que Ségovie a été fondée il y a 2000 ans par les Romains, qu'elle possède un aqueduc de cette époque, un château médiéval et une cathédrale gothique du XVI^e. Avec 55 000 habitants, elle est aussi le chef-lieu d'une province en Castille-Léon, dans le Nord de l'Espagne. Il faut croire que, la veille de Noël, un «village du sud de l'Espagne» est plus attendrissant qu'une «ville du nord de l'Espagne».

Poursuivons. L'article donne aussi le montant du gros lot: «46 milliards de pesetas, soit 300 millions de dollars». Dans les pages économiques du Journal de Montréal, la table des devises indique qu'une peseta vaut 0,00877 dollars. Un rapide calcul convertit donc les 46 milliards de pesetas en 403 millions de dollars canadiens, ou encore en 262 millions de dollars US. Pour être tout à fait honnête, je dois dire que, le temps m'ayant manqué dans cette quête du savoir mondialisé, il ne m'a pas été possible d'effectuer la conversion en dollars australiens, libériens ou zimbabwéens.

Concluons. Le village du sud de l'Espagne est en fait une ville du nord de l'Espagne qui n'a pas gagné 300 millions de dollars mais 400 millions. Cela change-t-il quelque chose pour quelqu'un? Toutes les nouvelles sont-elles traitées de la sorte par les médias de Quebecor? La connaissance a-t-elle le moindre intérêt dans un monde noyé sous les informations de toutes sortes? Dans l'expression «économie du savoir», est-ce le savoir qui est énoncé? Le «contenu» vanté par les analystes de la nouvelle économie est-il autre chose que de la bouillie surdosée en sentiments n'ayant plus qu'un très lointain rapport avec l'information?

STÉPHANE BATIGNE



COURRIER DES LECTEURS



Le « Mc Luis Cusino »

Pire encore que l'épidémie au grand M jaune, notre fondateur du « fast-news » est en train de révolutionner le journalisme d'opinion, avec ses « Mc Critiques » préparées à la vitesse du célèbre restaurateur américain. Dotée d'une plume intellectuellement belle, il a cependant le défaut de dénigrer des êtres, qui concrètement se battent contre la montée du capitalisme sauvage. Dans le cas de José Bové, qu'il surnomme « Jojo Bovidé », notre « Big Luis » ternit l'image d'un militant qui défend pourtant des causes politico-environnementales. L'homme n'est point parfait. L'en conviens. Néanmoins, ses actions ne permettent pas à notre pseudo-journaliste d'abaisser cet agriculteur au rang de simple bête. Parlant de bêtes, la syndicalisation du Mc Donald's de Montréal est un geste de domestication de l'animal et non un encouragement à ce dernier. En pénétrant dans son univers, il deviendra plus facile de le comprendre, de le changer, de le manger...

Eric Boucher
St-Roch de l'Achigan

Un monde d'hommes

Je connais *Le Couac* depuis peu et je l'aime tellement que j'ai bien envie de m'abonner... sauf que j'aurais un commentaire à vous faire. L'intérêt du *Couac*, c'est son aspect critique et aussi son caractère absurde et loufoque pour caricaturer grossièrement les grossièretés de ceux qui nous dirigent. Cela fait un petit contre-poids aux médias de masse contrôlés par on sait qui.

J'apprécie donc que vous fassiez la critique du capitalisme.

Par contre, pour vraiment être critique, il faudrait que vous fassiez également la critique du patriarcat. Car oui, nous vivons encore dans un monde dirigé par les hommes, et les médias reflètent tout à fait cette réalité, simplement de par les sujets dont on parle dans les quotidiens populaires. Ici, vous vous démarquez beaucoup moins de ceux que vous critiquez... Car en effet, vous ne dénoncez pas l'occultation des préoccupations des femmes dans les grands médias, vous reproduisez exactement le même modèle. D'ailleurs, comme les salles de rédaction des journaux à grand tirage, votre équipe de rédaction est constituée en grande majorité d'hommes. Vos thèmes, de même que la façon dont vous les abordez, trahissent ce phénomène. J'aurais de nombreux exemples à vous citer, mais je sais que vous avez beaucoup de choses à faire, moi aussi, alors je ne m'éterniserai pas.

Tout cela pour dire qu'il faudrait que *Le Couac* critique notre société pas seulement capitaliste, mais patriarcale, sexiste et souvent même raciste.

Aussi, il serait souhaitable que vous fassiez appel plus souvent à des plumes féminines.

Caroline Caron
Québec

Lettre à un nouveau converti

Dans le dernier numéro du *Couac*, Mohamed Smith-Gagnon s'offusque de ce que le Mouvement laïque québécois, qu'il ne nomme pas, ait suggéré aux hassidim d'Outremont de réformer leur religion plutôt que de se tourner vers le conseil municipal pour le supplier d'alléger leur fardeau d'obligations religieuses datant de 3000 ans et que, paradoxalement, ils tiennent à conserver.

La demande des hassidim d'installer des fils (érouv) pour délimiter un territoire exempté de certaines obligations – comme l'interdiction d'allumer une lumière ou de se mettre le doigt dans le nez le jour du sabbat –, n'a rien de condamnable, nous dit en substance Mohamed-Ébrahim Simpson-Tremblay, puisqu'on retrouve des références chrétiennes à profusion dans l'espace public québécois: noms de rues, fêtes légales, croix du Mont-Royal, etc.

Notre nouveau converti livre une éloquente illustration du caractère pernicieux de cette rectitude politique qui a pour nom multiculturalisme, frère jumeau du multiculturalisme et négation de la république. Puisque les catholiques ont déjà occupé tout l'espace public, accordons maintenant à chaque religion les mêmes privilèges archaïques et ségrégationnistes. Ça évite de se poser des questions sur la cohérence du projet social, sur l'intelligence des interdits religieux, et de déplaire à sa mère et au beau-frère. Ça évite de remettre quoi que ce soit en question.

Voyons d'ailleurs comment Mohamed Jean-Baptiste présente les choses: « Ce fil permet aux Juifs orthodoxes de contourner l'interdit que leur impose leur religion de transporter des objets hors de chez soi le jour du shabat. » Notez la forme passive du raisonnement qui fait de ces pauvres orthodoxes des victimes de leur propre religion: c'est la religion qui impose aux hassidim des obligations insoutenables et non les hassidim qui se les imposent à eux-mêmes. Et d'où vient cette religion, mon cher Joseph-Abdalla Rabinovitch? Quelle question! De Dieu lui-même, bien sûr, qui a montré à Moïse la voie du salut en lui révélant que conduire une automobile le jour du sabbat était un vilain péché.

Et quand Outremont sera officiellement reconnu comme un territoire juif délimité par des érouv en guise de barbelés, les Mohamed pourront toujours s'amuser à lancer des pierres.

Daniel Baril, président
du Mouvement laïque
québécois

Réplique: De l'ultra-orthodoxie laïque

Si Monsieur le Président avait mis plus d'énergie à lire mon texte qu'à ironiser sur ma signature, il aurait peut-être un peu mieux saisi la portée de mes propos. Selon Monsieur le Président, mon attitude consisterait à dire que « puisque les catholiques ont déjà occupé tout l'espace public », laissons les autres à leur tour agrémente le territoire de leurs symboles religieux. Je disais plus précisément que les catholiques occupent encore aujourd'hui l'espace public de façon disproportionnée. À titre de preuve, je faisais référence aux centaines de villes, de rues, de montagnes et de rivières qui portent des noms de saints ou de saintes, à notre fête nationale associée à saint Jean-Baptiste, à la croix du Mont-Royal et aux jours officiellement fériés tels que Noël et Pâques. J'aurais pu également parler de l'émission *Le Jour du Seigneur*, télédiffusée tous les dimanches à la télévision d'État. En bon laïc, Monsieur le Président devrait comprendre que face à une telle mise en scène publique de la religion catholique, il devient très problématique, voire incohérent, d'affirmer que les hassidim menacent le caractère laïc de l'espace public en posant leur fichue ficelle et qu'ils devraient réformer leurs pratiques pour accommoder leurs voisins non hassidim. Monsieur le Président devrait également savoir que les rapports entre les Juifs et les non-Juifs à Outremont et dans le Mile End peuvent très facilement poser problème. Préférant l'harmonie sociale au coupage de fils en quatre que pratiquent aussi bien l'ultra-orthodoxie laïque que religieuse, j'aime m'asseoir avec mes concitoyens et discuter au cas par cas nos différends. Dans le cas précis de cette histoire de ficelle, je crois que les citoyens d'Outremont peuvent s'en accommoder, surtout qu'il leur sera pour ainsi dire impossible de la distinguer perdue qu'elle sera dans l'inexorable réseau de fils électriques et téléphoniques qui strident notre ciel. Cette attitude de dialogue et d'accommodement raisonnable, bien plus que votre ultra-orthodoxie, Monsieur le Président, me laisse espérer que nous éviterons les barbelés et les pierres auxquelles vous faites référence en conclusion de votre lettre. Un dernier point: si vous parvenez si aisément à imaginer qu'un simple fil soit barbelé, ne vous étonnez pas si d'autres se méprennent et pensent que votre laïcité est hérissée d'antisémitisme.

Mohamed Smith-Gagnon

Écrivez-nous!

Le Couac publie les commentaires de ses lecteurs. Les textes doivent être courts. Nous apprécions (beaucoup) les disquettes. Pour nous rejoindre, le courrier demeure une bonne façon: *Le Couac*, 2124 rue Laurier Est, Montréal, H2H 1B9. Télécopieur: (514) 521-5599. Vous pouvez aussi envoyer vos textes à: jfncouac@sympatico.ca

► PLOGUES

Donnez la CLAC

Les prochaines assemblées de la CLAC (Convergence des luttes anti-capitalistes contre la ZLEA) auront lieu les mercredis 7 et 20 février 2001 à 19H00. Elles se tiendront à L'X, situé au 182, Sainte-Catherine est (métro Berri-UQAM ou St-Laurent). Bienvenue à tous.

Pour les personnes qui assistent pour la première fois à une assemblée, un comité présentera la CLAC dès 18h00 avant chaque assemblée.

De Seattle à Québec

Les 9, 10 et 11 mars 2001 se tiendra à l'Université du Québec à Montréal (UQAM) une fin de semaine d'éducation populaire et de conférences sur la Zone de Libre-Échange des Amériques (ZLÉA), le Sommet des Amériques, la mondialisation capitaliste et les alternatives radicales. Pour plus de renseignements ou pour vous impliquer, écrivez à clac@tao.ca ou téléphonez au (514) 409-2049. Un événement présenté par la Convergence des Luttes Anti-Capitalistes (CLAC). Site Internet: <http://www.quebec2001.net>

Party de cuisine

Un spectacle bénéfique en appui au procès d'un citoyen ayant été victime des produits pouvant contenir des OGM (le couacaliste Martin Petit) aura lieu au Lion d'Or, 1676 Ontario est, le 12 février à 20 heures. Animation par le couacaliste François Patenaude. Seront de la partie Louise Vandelay et Daniel Pinard. Côté musique, Les Chiens, Gauthier et Myron, Les Psynoportuns, The Vendettas, Les Abdigradationnistes et d'autres se chargeront de brasser la cage. Coût: sept douleurs à l'avance et 9\$ à la porte. Renseignements: 987-3000 poste 4077.

La tarte à Chrétien

Si vous désirez contribuer au financement de la défense d'Evan Brown (l'entartiste de Jean Chrétien), faites parvenir vos dons à: Evan Brown 31, Passmore Street, app. #3, Charlottetown, PEI, C1A 3B8.

LA RUSSIE SELON BUSH



L'EUROPE SELON BUSH



POUR S'ABONNER

Par téléphone: (514) 287-9467

Par la poste: **Le Couac**

3839, App. B, ST-DOMINIQUE, MONTRÉAL (Québec) H2W 2A2
Adressez votre chèque à: **Le Couac**.

- Abonnement d'un an: 26\$ + taxes = 29,91\$
- Abonnement de deux ans: 46\$ + taxes = 52,91\$
- Abonnement institutionnel et de soutien: 50\$ + taxes = 57,51\$
- Abonnement de groupe d'un an (10 copies par parution): 200\$ + taxes = 230,08\$
- Abonnement d'un an à l'étranger: 42\$

Nom _____

Adresse _____

Code postal _____ Téléphone _____

Courriel _____

Le Couac

2124, av. Laurier Est,
Montréal, Québec, H2H 1B9
Téléphone: (514) 521-5499
Télécopieur: (514) 521-5599
Abonnement: (514) 287-9467



Fondateurs: Pierre de Bellefeuille et Jean-François Nadeau
Rédacteur en chef: Jean-François Nadeau
Rédacteur à temps partiel: François Patenaude
Collaborateurs: Gilles Archambault, Normand Baillargeon, Stéphane Batigne, Victor-Lévy Beaulieu, Pierre de Bellefeuille, Michel Bernard, Marco de Blois, Jacques Bouchard, Thomas Déry, Bruno Dubuc, Francis Dupuis-Déry, Pierre Falardeau, Marie-Eve Lacasse, Marie-Eve Lamy, François Patenaude, Martin Petit, Aude Ribis, Michel Rioux, Pierre Vadeboncoeur, Nadine Vincent
Illustrations: Boris, Charb, Filio, Luc Giard, Luz, Riss, Tignous, Serge Ferrand.
Graphisme: Marguerite Binette

Nous remercions chaleureusement *Charlie Hebdo* de sa collaboration.

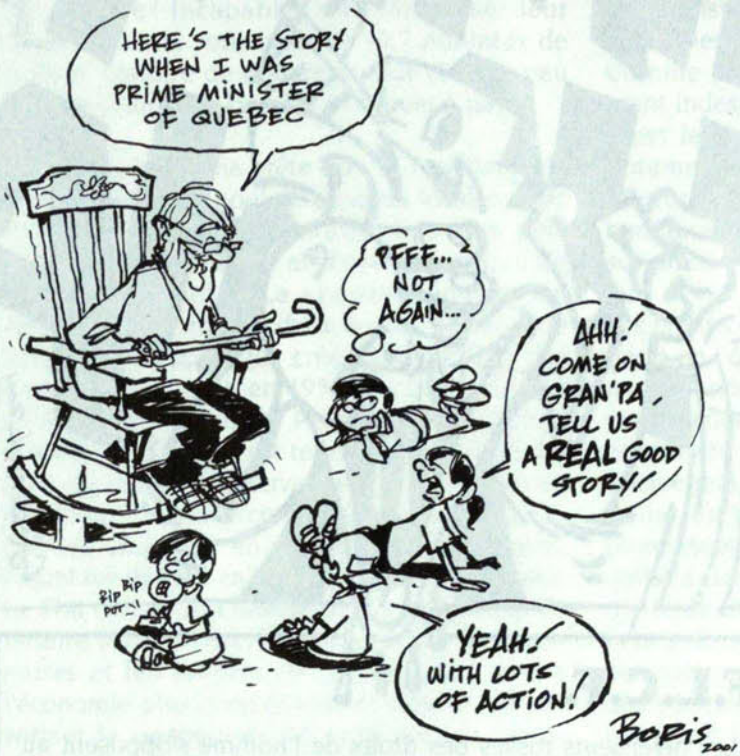
Abonnement et publicité: François Patenaude au (514) 287-9467

ISSN 1480-2074 • N° de publication (Poste Canada) 1213369
Imprimé au Québec



L'après-Bouchard

QUELQUE PART EN CALIFORNIE EN 2035...



Lucien Bouchard abandonne. Concert d'éloges. Quelques fausses notes. Tout a-t-il déjà été dit?

Pour ma part, comme cela est normal, je respecte Lucien Bouchard. L'éprouve de l'affection pour le personnage, mi-Don Quichotte, mi-bon père de famille, qu'une méchante bactérie a privé d'une jambe. Le peuple entier était alors à son chevet. Il a traversé notre ciel politique comme une comète.

Mais peu d'admiration se mêle à cette affection. Bouchard affirme avoir décidé de démissionner parce qu'il n'a pas réussi à convaincre les Québécois de choisir l'indépendance. Le problème, c'est qu'il n'a pas pris les moyens de les convaincre. On ne peut gagner un combat qu'on ne livre pas. Pourtant, Lucien Bouchard, dans les rares occasions où il parlait de la souveraineté, était d'une éloquence remarquable. Mais la vaste campagne de promotion du pays à créer, dont il proclamait la nécessité, exigeait, plutôt que quelques paroles, l'apport massif d'un gouvernement qui s'y refusait.

Il en a été de même dans le domaine vital de la langue : les gestes n'ont pas suivi la parole. Bouchard proclamait que le français devait être la langue commune des Québécois, mais les ministères et agences de son gouvernement se laissaient envahir par le bilinguisme. Bouchard refusait de révoquer la loi 86 des libéraux qui avait rétabli l'affichage bilingue. Il faisait la sourde oreille aux avertissements des démographes quant au recul du français, notamment à Montréal.

Foncièrement plus à droite qu'à gauche, il a fait du déficit zéro le grand objectif de son gouvernement. Objectif valable, assurément, mais qui a été poursuivi dans la précipitation, sans égard judicieux aux conséquences. Celles-ci, dans la santé et l'éducation, resteront pénibles pendant encore un bon moment.

Résistant mal aux modes néolibérales, Bouchard s'est collé aux milieux d'affaires. Convoquant à son tour un sommet socio-économique, il y a invité un président de banque, ce qui n'avait pas de précédent. Il faut une bonne dose de naïveté pour croire qu'un banquier peut s'intéresser à autre chose qu'aux dollars et au golf.

Pourquoi cette démission ?

Parmi les raisons de sa démission, Bouchard a invoqué sa vie de famille. Voilà qui est parfaitement honorable, et qui aurait suffi. Mais il a aussi fait état de l'affaire Michaud, en prétendant que l'Assemblée nationale avait eu raison de condamner les propos du Robin des banques.

Hypothèse: en son for intérieur, devant le poids des protestations, Bouchard s'est rendu compte d'avoir permis qu'une faute politique grave soit commise. On ne se sert pas du Parlement, principale institution de notre démocratie, pour régler le problème interne d'un parti. Or il s'agissait, de toute évidence, de couper court aux aspirations d'Yves Michaud à l'investiture dans Mercier.

Bouchard, grand admirateur de René Lévesque, se rappelle certainement de quelle façon le fondateur du Parti québécois condamna ceux qu'il considérait comme étant des gèneurs. Il profita de son discours trimestriel à l'ouverture du conseil national pour tailler en pièces, en quelques mots choisis, le gèneur du moment. Il n'aurait jamais utilisé l'Assemblée nationale à cette fin. Mais peu disposé à reculer, porté plutôt à se braquer, comme le montre son parcours politique, Bouchard a crâné, prétendant contre le bon sens que l'Assemblée nationale avait raison.

Il a d'ailleurs gonflé hors de toute proportion le rayonnement des propos reprochés à Michaud, en prétendant qu'il y avait là matière à un débat de fond au sein du Parti québécois. C'est un faux problème. La grande majorité des militants péquistes ont l'esprit ouvert aux minorités. Soutenir le contraire, c'est accrédi-ter les mensonges des détracteurs du Québec.

Et la suite ?

Peut-être un débat de fond est-il nécessaire au sein du Parti québécois, mais sur un tout autre sujet : la détermination, sans laquelle la souveraineté est irréalisable. Déjà, tirant une mauvaise conclusion de la démission de Bouchard, des gens – par exemple Guy Chevrette – proposent la mise en veilleuse de l'option fondamentale du parti. Grave erreur, qui révèle la fragilité des convictions. Il y a au Parti québécois plus de mous que de durs. Certains des mous sont des crypto-fédéralistes, des nostalgiques de l'accord du lac Meech – si cher à Lucien Bouchard – et d'idées dépassées comme le statut particulier.

Au contraire, face à la mondialisation qui menace les identités nationales, la souveraineté s'impose plus que jamais, comme l'affirment Bernard Landry et Louise Harel, parmi d'autres, y compris le paradoxe velléitaire qu'est Lucien Bouchard.

Il s'agit donc, pour le Parti québécois et pour le gouvernement qui en est issu, de passer des velléités à la volonté.

PIERRE DE BELLEFEUILLE

Rouge pepperoni

Au lieu de dire « Le Québec n'a pas l'intention de faire le trottoir pour des bouts de chiffon rouge », Landry aurait dû dire « pour des croûtes de pizza ». Ça serait beaucoup mieux passé.

Après tout, n'est-ce pas Sheila Copps qui envoyait à toutes les écoles du royaume une recette pour cuisiner des pizzas copiant exactement le drapeau canadien (mozzarella pour le blanc, pepperoni pour le rouge) ?

Merde sponsorisée

« Que les entreprises payent », en doublant les minutes sur des cellulaires sponsorisés. En d'autres mots, cibler des jeunes qui manifestent d'ordinaire contre les abus des entreprises pour qu'elles reviennent les envahir en force dans leur cellulaire. Fallait y penser...



La soutane dépasse

Les orphelins de Duplessis ont toujours été impuissants à convaincre Lucien Bouchard de leur verser des compensations individuelles durant son règne. On comprend mieux pourquoi Lulu refusait de leur donner raison et de blâmer l'Église quand on lit que le 5 février prochain : « Bouchard rencontrera le pape Jean-Paul II » (La Presse 23-1)...

Georges-Hébert Germain Bon chienchien

Jean Paré, fondateur de L'Actualité, le magazine des salles d'attente et des cabinets, prend enfin sa retraite. Lors du cocktail donné à cette occasion, le rédacteur publicitaire Georges-Hébert Germain se confiait aux journalistes. « Souvent, il trouvait le sujet de l'article, l'amorce et le titre. Il corrigeait ensuite les fautes. J'ai découvert le grand bonheur d'écrire avec Jean Paré (très sévère dans la correction des articles qui lui sont soumis) » (La Presse, 3-1-01).

On peut dire que GHG a su choisir dès le départ l'école de dressage qui lui convenait, pour apprendre à bien se servir de sa langue.



Les grands disparus

Est-ce que quelqu'un sait où se trouvent les conditions gagnantes ?

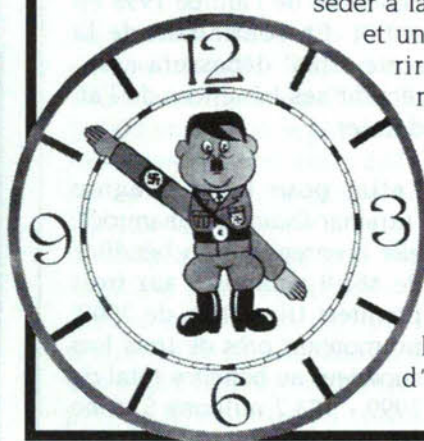
Sondage maison

Quelle est votre fleur de lys préférée, sur le fleurdéliné québécois ?



Ein Reich, ein volk La Fureur

C'est à n'y rien comprendre : le Québec est un des seuls endroits au monde à posséder à la fois un Musée et une Académie du rire subventionnés, mais on n'y trouverait pas suffisamment d'humoristes pour réaliser un spectacle de fin d'année. Résultat, la télévision d'État préfère



accorder à un producteur privé — subventionné quant à lui par Téléfilm Canada — l'émission spéciale annuelle. Et voilà La Fureur, avec son public en studio si savamment trié sur le volet, les portiers dirigeant les « laiderons » vers la mezzanine, loin de l'oeil des caméras, réservant le parterre aux sourires satisfaits des bellâtres musclés et des poupées plantureuses. À se demander si nous assistons bien à La Fureur et non au retour du Führer et du culte de l'Aryen. Et voilà le Québec qui célèbre le passage de la nouvelle année en reprenant en famille des chansons anglaises et qui s'émoustille devant un imitateur d'Elvis qui clôturait la soirée avec enthousiasme. Elvis Gratton, made in Radio-Canada, pour le plaisir des petits et des grands.

FRANCIS DUPUIS-DÉRI

On s'en fout !

Anthony Kavanagh a animé les NRJ Music Awards.

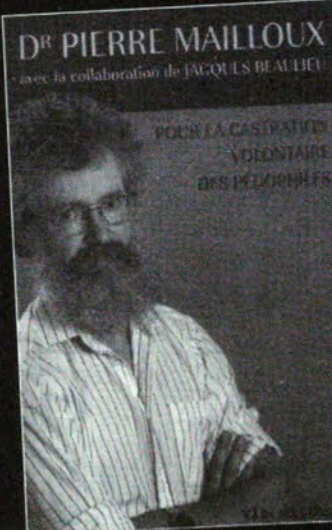
Virage à droite

Au Canada, les subventions à l'automobile sont environ sept fois supérieures aux investissements dans les transports publics.

LA TERRE SE RECHAUFFE PLUS VITE QUE PRÉVU



Gourou Mailloux



Entre deux témoignages à charge contre lui au Collège des médecins, le Dr Mailloux, vedette populiste de CKAC, vient de trouver le temps de lancer un livre. Enfin, à peine un livre. Quelques pages sur un sujet qui en demanderait sans doute des centaines : « la castration volontaire des pédophiles ». D'entrée de jeu, le docteur populiste précise qu'il n'assomera pas « le lecteur avec une avalanche de statistiques pour prouver que le problème [de la pédophilie] est bien réel ». En fait de statistiques et d'appareil critique, on ne trouvera rien ou presque, le char-

mant docteur préférant, comme à son habitude, être cru sur parole, comme les défenseurs de la trépanation naguère.

Pour « protéger la société », comme le Dr Mailloux le souhaite, il faudrait d'abord que celle-ci s'interroge sur tous les Diafoirus et Purgon qui y sévissent, à la radio ou en clinique.

PHILIPPE DANIEL

Dr Pierre Mailloux, Pour la castration volontaire des pédophiles, Montréal, VLB éditeur, 2001, 96 pages.

QUI A PROFITÉ DU PRIX ÉLEVÉ DU PÉTROLE?

PAR MARTIN PETIT

Vous n'êtes pas sans savoir qu'entre les mois de janvier 1999 et septembre 2000, le prix des produits pétroliers a plus que doublé. Les températures hivernales sont déjà arrivées et plusieurs ménages se chauffant au mazout domestique se demandent bien comment ils pourront acquitter leur facture. Comparativement aux automobilistes qui peuvent utiliser d'autres solutions (transport en commun, covoiturage, etc.), les plus pauvres d'entre nous ne peuvent changer leur système de chauffage afin de faire baisser le coût de ce service essentiel.

Il devient important de se rappeler que la responsabilité de cette hausse du prix des produits pétroliers est attribuable à l'incroyable pouvoir des multinationales du pétrole (*Le Couac*, octobre 2000). En faisant baisser volontairement la production mondiale de pétrole ainsi que leurs stocks de produits raffinés, elles ont créé une pénurie illusoire, excuse parfaite afin de hausser les prix dans un marché oligopolistique dans lequel la logique de l'offre et de la demande ne pourra jamais fonctionner. Quand des agents économiques contrôlent l'offre d'une matière essentielle comme le pétrole, ils contrôlent également les prix.

En observant les rapports trimestriels des sociétés pétrolières œuvrant au Québec, on constate l'effet bénéfique de cette hausse sur leur rendement. Voici ce que les compagnies pétrolières ont déclaré relativement à leurs bénéfices des trois premiers trimestres de 2000 :

Esso

(L'Impériale) :

Premier trimestre de 2000 : « Les résultats du 1^{er} trimestre parmi les meilleurs » ; « Le prix du pétrole brut a plus que doublé ».

Deuxième trimestre de 2000 : « Le bénéfice du premier semestre [les deux premiers trimestres] compte parmi les meilleurs jamais enregistrés ».

Troisième trimestre de 2000 : « Les cours mondiaux des matières premières propulsent le bénéfice à un niveau record ».

Petro-Canada :

Premier trimestre de 2000 : « Petro-Canada annonce un bénéfice d'exploitation record pour le premier trimestre » ; « L'augmentation du bénéfice d'exploitation est attribuable à la hausse marquée des prix du pétrole et du gaz, à l'amélioration des marges de raffinage, de même qu'aux volumes élevés enregistrés dans tous les secteurs de l'entreprise ».

Deuxième trimestre de 2000 : « Petro-Canada réalise un bénéfice trimestriel record » ; « Petro-Canada a annoncé aujourd'hui un bénéfice net trimestriel sans précédent de 259 millions \$ (US) ».

Troisième trimestre de 2000 : « Une fois de plus, Petro-Canada a dégagé un bénéfice trimestriel record, sous l'impulsion d'une conjon-

ture favorable », a déclaré Ron Brenneman, président et chef de la direction.

Shell Canada :

Deuxième trimestre de 2000 : « Je suis heureux d'annoncer des résultats d'exploitation records pour le premier semestre », a déclaré le président et chef de la direction de Shell Canada Limitée ; « Cette augmentation découle de la hausse importante du prix des matières dans le secteur des Ressources et d'un redressement des marges de raffinage dans celui des produits pétroliers ».

Troisième trimestre de 2000 : « Je suis heureux d'annoncer des résultats inégalés pour les neuf premiers mois de 2000 », a déclaré Tim W. Faithfull, président et chef de la direction de Shell Canada Limitée.

Ultramar Diamond Shamrock :

Premier trimestre de 2000 : « Nous avons pu tirer parti d'une amélioration de 70 % des marges de raffinage du secteur pour une progression supérieure à 400 % du bénéfice net au cours du premier trimestre grâce à nos activités intégrées en croissance, à nos exploitations bien gérées et aux initiatives internes prises de façon soutenue pour améliorer la situation » ; « La vigueur persistante des activités, la solidité des indicateurs de base du marché et d'autres initiatives laissent entendre que le bénéfice du deuxième trimestre pourrait être encore meilleur ».

Deuxième trimestre de 2000 : « Ce sont là les résultats trimestriels les plus solides d'Ultramar Diamond Shamrock enregistrés à ce jour » ; « Nous continuons de présenter une croissance de notre bénéfice supérieure à celle de la marge du secteur ».

Voici donc un tableau des bénéfices des neuf premiers mois pour 1998, 1999 et 2000 des quatre grandes pétrolières œuvrant au Québec :

	Esso	Petro-Canada	Shell	Ultramar
Total 9 mois - 2000	928,0	507,0	562,0	481,9
Total 9 mois - 1999	362,0	167,0	283,0	219,6
Total 9 mois - 1998	418,0	76,0	317,0	(14,6)

trimestres de 2000 - 928 millions \$ - dépasse le bénéfice total de l'année 1999 - 582 millions \$. Si la compagnie poursuit une telle rentabilité, elle pourrait aisément doubler ses bénéfices de 1999 pour l'exercice 2000.

Pour Petro-Canada, le bénéfice des trois premiers trimestres de 2000 - 507 millions \$ - totalise plus du double du bénéfice total de 1999 - 233 millions \$. Il ne fait pas de doute qu'en poursuivant ses activités de la sorte, Petro-Canada pourrait tripler ses bénéfices cette année.

En ce qui concerne la compagnie Shell Canada, elle a presque doublé ses bénéfices aux trois premiers trimestres de 2000 - 562 millions \$ - comparativement aux trois premiers trimestres de 1999 - 283 millions \$. En observant les résultats des deux derniers trimestres de 1999 - 503 millions \$ -, on constate qu'ils excèdent les bénéfices de l'année 1998 en entier. En continuant de la sorte, Shell dépassera assurément ses bénéfices de l'an dernier.

Enfin, pour la compagnie Ultramar Diamond Shamrock, elle a enregistré un bénéfice de 481,9 millions \$ aux trois premiers trimestres de 2000, un montant près de trois fois supérieur au bénéfice total de 1999 - 173,2 millions \$. Il ne fait pas de doute qu'en continuant de la sorte, elle triplera ses profits de 1999 pour l'exercice de 2000.

Nous apprenions dernièrement que certaines pétrolières ont décidé de changer leurs pompes à essence. La raison? Les anciennes pompes ne peuvent afficher le prix de l'essence qu'en cent alors que le dernier modèle compte un chiffre de plus, celui des dollars. Attachons nos tuques, les prochains hivers risquent d'être longs.



F.L.C.F.

« Les défenseurs russes des droits de l'homme s'opposent au "poutinisme" » (*La Presse* 21-1). Une initiative du Front de libération des crottes de fromage?

Uranium appauvri

Pauvre uranium : voilà que des dirigeants européens, bien heureux de pouvoir embêter leurs alliés mais néanmoins concurrents américains, s'en prennent aux munitions à l'uranium appauvri utilisées pendant les guerres contre l'Irak et les Serbes. On affirme que ces munitions seraient toxiques à un point tel qu'elles constitueraient un danger pour les soldats qui les utilisent. On a donc mis sur pied des commissions d'enquête et les soldats des différentes armées européennes se retrouvent chez le médecin pour y subir des tests. C'est bien beau, mais qui a pensé à examiner les civils qui vivent au quotidien dans un environnement criblé de tels obus?



Bush junior

George W. Bush (lors de son discours d'intronisation) : « Nous nous opposerons aux armes de destruction massive, afin que le prochain siècle soit épargné de nouvelles horreurs. » Y compris la chaise électrique?



Chevalier de Lorimier

15 février 1839

lettres d'un patriote condamné à mort

«Au-delà des lettres de Chevalier de Lorimier, il y a son combat. Et nous devons apprendre les leçons de l'Histoire pour ne pas répéter les mêmes erreurs.»

Pierre Falardeau



15 février 1839 • 128 pages, 16,95\$ taxe incluse
Bon de commande à nous retourner

par courrier: COMEAU & NADEAU ÉDITEURS
c.p. 129, succ. de Lorimier, Montréal
(Québec) H2H 1V0

Je règle par: Mandat Chèque

Nom _____

Adresse _____

Code postal _____ Téléphone _____

Courriel _____

En vente dans toutes les librairies, 16,95\$



Charrie pas

Ce qu'on ne ferait pas pour Dieu! La jeune Nigériane Bariya Ibrahim Magazu a accouché avant Noël d'une fillette. La suite d'un viol. Elle a été reconnue coupable d'avoir entretenu des relations sexuelles en dehors du mariage: 180 coups de canne. Les punitions corporelles sont bien sûr contraires à la constitution du Nigéria. Ce pays, qui a signé la Déclaration des Droits de l'Homme, a admis la charia dans 9 de ses 36 États. En vertu de ce cadre législatif islamique, les hommes qui avaient été accusés d'adultère dans cette histoire ont été innocentés. Avec ses coups de bâton, la brave fille a blanchi la réputation de ces bons garçons. Précision de la justice du Nigeria: les coups qui lui ont été administrés étaient moins forts que ceux que l'on administre aux ânes.

MARIE-ÈVE LACASSE



Pompier pyromane Le FMI au secours de l'Argentine

Les Argentins serrent les fesses, le FMI arrive! Incapables de rembourser leur dette, ils vont recevoir 39,7 milliards de dollars, histoire de maintenir leur tête un peu hors de l'eau et de pouvoir continuer à payer.

Cette fois, le FMI ne prête que 13,7 milliards, le reste venant d'un pool de banques locales et de fonds de pension (13 milliards), d'un prêt européen (6 milliards) et d'une conversion de dette (7 milliards). La « conversion » est un rééchelonnement de la dette auprès du « club de Paris » (regroupant les créanciers publics des pays pauvres), créé en 1956 précisément pour aider l'Argentine après Perón. C'est le baroud d'honneur du FMI. Il est tellement discrédité depuis ses dernières interventions au Brésil ou en Russie qu'il devra se contenter désormais d'arbitrer les douleurs, en prêtant moins d'argent, lequel est destiné en général aux mafias locales. Le FMI demandera simplement à l'Argentine de réduire les retraites, les salaires des fonctionnaires et les salaires en général pour rendre l'économie plus compétitive et, surtout, de privatiser le système de Sécurité sociale, particulièrement le système de santé.

L'Argentine, pourtant, n'est pas très endettée: 49 % de son PIB (contre un peu plus de 55 % pour la France). Seulement voilà: elle paye une masse colossale d'intérêts (90 % de ses exportations) parce que ses taux d'intérêt sont très élevés: 15 % environ contre 5 % aux États-Unis sur des *bonds* (reconnaisances de dette publique) de même type. Pourquoi?

Parce que les prêteurs ne font pas confiance aux Argentins pour rembourser. Ils exigent donc une « prime de risque » de l'ordre de 10 %. À titre de comparaison, la prime de risque du Chili est de 2,3 %.

Pour rembourser simplement les intérêts, il faudrait que les Argentins dégagent un excédent budgétaire représentant 3 à 4 % de leur

PIB, couplé à une croissance du même ordre. Pour l'instant, en ramant comme des malades, ils parviennent à peine à équilibrer leur budget. Comme par ailleurs leur « peso » est strictement indexé sur le dollar, ils subissent de plein fouet le renchérissement du dollar (à travers notamment la hausse du pétrole). Et comme l'Europe qui leur prête d'un côté refuse leur barbaque de l'autre, ils sont réduits à la bouffer sur place.

Les crétins du FMI ont plaidé pour la « dollarisation » de l'économie argentine dans l'idée qu'un pauvre endetté en dollars est plus fiable qu'un pauvre endetté en pesos. Bien entendu, endetté en dollars ou en cacahuètes, un pauvre rembourse mal, ce qu'ont compris les marchés, qui, dollar ou peso, ont toujours exigé la même prime de risque. Par ailleurs, l'indexation sur le dollar a tué l'inflation et a fait exploser les taux d'intérêt réels: plus de 10 %. Non seulement personne ne veut prêter, à cause du risque, mais personne ne veut emprunter, à cause du fardeau des remboursements. Anecdote: les Argentins ont placé 60 milliards de dollars à l'étranger. Depuis l'indexation du peso sur le dollar, le fardeau de la dette est passé de 30 à 49,7 % du PIB. Bravo le FMI!

Que faire pour saigner la bête déjà vidée afin d'offrir quelques gouttes de raisiné susceptibles d'attirer le capital international? « Restaurer la compétitivité, baisser les salaires, tailler dans le public, supprimer le système de retraite », bref, raser et niveler, bien entendu, la « nature » capitaliste fera repousser les arbres du bonheur. L'ennui, c'est que l'effondrement de la dépense publique va plonger l'Argentine dans une récession qui va aggraver le déficit public, donc la dette. Tiens, Mussa, l'économiste chef du FMI, le gogo ultralibéral, devrait être payé au résultat et obligé de placer ses économies en Argentine.

ONCLE BERNARD
(Charlie Hebdo)

Fusion Seagram-Vivendi et « éthique du capitalisme »

La fusion entre Seagram, Vivendi (ex-Générale des eaux) et sa filiale Canal+ est maintenant chose faite. L'ogre né de cette fusion entre titans porte le nom de Vivendi Universal et a de quoi faire peur. En effet, quand le troisième producteur de spiritueux au monde fusionne avec le leader mondial de l'eau, on ne sait pas pourquoi, mais on se sent le gosier sec et on redoute un contrôle inquiétant sur les liquides et d'importantes hausses de prix. Rassurez-vous, car ce danger est écarté: la section spiritueux de Seagram a été vendue pour financer la fusion des deux entreprises. Ouf!

Le monopole, c'est ailleurs qu'il s'exerce. Vivendi Universal deviendra l'un des principaux groupes de communication au monde puisque la nouvelle entreprise regroupe des filiales qui œuvrent dans le cinéma, la télévision, le disque (les Rolling Stones, U2 et Shania Twain font partie de leur écurie), l'édition, le téléphone et Internet. Vivendi Universal est numéro un mondial de la musique avec Universal Music (ex Polygram) et deuxième producteur mondial de cinéma (avec Universal pictures de Los Angeles et Canal+ de France).

Certaines personnes s'inquiètent et parlent de possibles dérives éthiques. En

effet, ces passésistes se demandent notamment à quoi ressembleront les critiques des disques, des livres et des films de Vivendi Universal, qui seront faites par les magazines, les journaux et les télévisions de... Vivendi Universal? D'autres se demandent si les « scandales de l'eau » qui éclaboussent les grandes compagnies françaises de l'eau depuis quelques années seront couverts avec autant de rigueur par les médias de Vivendi Universal quand les filiales de Vivendi Universal.

Mais pourquoi se poser ces questions tordues? Pensons plutôt aux bienfaits que nous apportera cette nouvelle synergie. Les détenteurs de cellulaires pourront recevoir de la pub des « produits culturels » de Vivendi Universal sur leur téléphone... de Vivendi Universal, les personnages des films de Vivendi Universal deviendront des personnages de jeux électroniques, le portail internet du groupe (Vizzavi) fera la promotion des produits Vivendi Universal, et ainsi de suite.

Et puis, comme l'a dit un de nos plus grands intellectuels (et probablement futur premier ministre du Québec): « il faut faire confiance à l'éthique du capitalisme »...

HERCULE POIVRON

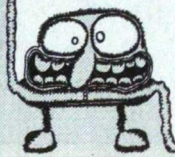


Abonnez-vous!

Par
téléphone:
(514) 287-9467



Le couizze du Couac Les pelules



1- Vrai ou faux: l'industrie pharmaceutique brevetée est l'une des plus rentables au monde et elle engrange, bon an mal an, des milliards de dollars. Elle s'est classée première, devançant la rentabilité de toutes les industries de la planète, pour les années 1993 à 1996.

2- Au Québec, les dépenses de santé liées aux médicaments ont connu la plus forte hausse parmi l'ensemble des dépenses de santé, augmentant de 160 % pour la période 1985 à 1996. Lequel des facteurs suivants, qui expliquent cette hausse, est faux?

A) Les médecins recourent de plus en plus fréquemment à la pharmacothérapie plutôt qu'à d'autres traitements (la chirurgie, par exemple).

B) Il y a augmentation des marges de profit des grossistes et des détaillants et des honoraires des pharmaciens.

C) Les médecins prescrivent plus de médicaments nouveaux (et généralement plus coûteux) pour traiter les mêmes maladies.

D) El Niño.

3- Vrai ou faux: même si les compagnies pharmaceutiques croulent sous les profits, elles bénéficient de la part du gouvernement du Québec de formidables avantages fiscaux pour la recherche et développement.

4- Vrai ou faux: pour l'industrie pharmaceutique la priorité humanitaire n'existe pas, puisque cette industrie se désintéresse des maladies tropicales qui affectent des millions de personnes sans grand pouvoir d'achat.

5- Lequel de ces titres de journaux parus dans La Presse est faux?

A) « Les meilleurs médicaments pour les plus riches » (26-5-2000).

B) « Assurance-médicaments: nouvelle hausse à prévoir » (25-11-2000).

C) « Le New England Journal of Medicine fustige l'industrie pharmaceutique » (23-6-2000).

D) « Des médicaments sans cesse plus coûteux » (10-6-2000).

E) « Dieu prend des valiums » (1-1-2001).

FRANÇOIS PATENAUDE

Réponses: 1- Vrai, 2- D, 3- Vrai, 4- Vrai, 5- E

Déportation Canada

La mondialisation est l'aboutissement d'un système capitaliste et patriarcal où tout devient marchandise: les ressources naturelles, les produits transformés, l'information, la vie... et les individus, surtout ceux qui ont le malheur de ne pas être blancs et d'être femmes.

Le gouvernement des Philippines a adopté une politique d'exportation de la main-d'œuvre par laquelle 2000 Philippines quittent quotidiennement le pays pour chercher du travail ailleurs. Parmi eux, 1200 sont des femmes. De son côté, Citoyenneté et Immigration Canada fait miroiter les chances d'entrer au Canada à l'aide de son Programme d'aide familiale résidente (PAFR). Ce programme a été mis sur pied en 1991 par le gouvernement Mulroney (père de l'ALENA), pour importer des aides familiales étrangères afin de compenser le manque de travailleuses canadiennes dans ce domaine. Pour chacune des aides familiales qu'il envoie ici, le gouvernement Philippin reçoit une redevance. Bel exemple de libre-échange!

Pour être admissible au PAFR, la postulante doit d'abord trouver un employeur canadien. Des firmes spécialisées de placement se font bien évidemment un plaisir d'offrir leurs services, moyennant une modique compensation financière qui varie entre 1500\$ et 4500\$ US. Après avoir rempli les formulaires de demande nécessaires (impliquant d'autres frais) et avoir passé les examens médicaux réglementaires (le système de santé des Philippines est privatisé), la future citoyenne canadienne en attente doit suivre un cours d'aide familiale d'une durée de six mois, ou encore prouver qu'elle possède une expérience d'au moins un an dans ce domaine.

Selon le PAFR, les aides familiales étrangères doivent travailler au moins 24 mois chez un employeur pendant une période de trois ans avant de pouvoir faire une demande de résidence permanente. Pendant ce temps, elles n'ont aucun statut, elles doivent demeurer chez leur employeur et il leur est interdit de poursuivre des études. Le PAFR n'est rien d'autre que la forme moderne de l'esclavage. Au Québec, les aides familiales reçoivent 271\$ pour une semaine de travail de 49 heures (221\$ après impôts), mais plusieurs doivent travailler de 60 à 70 heures sans recevoir de suppléments. Comme elles sont liées par contrat à leur employeur, elles ne déposent pas de plaintes

de peur d'être congédiées et de ne pouvoir remplir les 24 mois dans les délais exigés. À chaque changement d'employeur, elles doivent obtenir un nouveau permis de travail, ce qui implique jusqu'à six mois d'attente.

Le cas de Melca Salvador

Melca Salvador est arrivée des Philippines en 1995, par l'entremise du PAFR. Depuis deux ans, elle vit sous la menace constante d'une expulsion. Selon Citoyenneté et Immigration Canada, elle a commis une faute grave: six mois après son arrivée au pays, elle a donné naissance à un garçon. Malgré tous ses efforts, Melca n'a pas pu terminer les 24 mois de travail en trois ans requis par le programme: son premier employeur l'a congédiée dès qu'il a appris sa grossesse et un deuxième l'a remplacée par un membre de la famille prêt à travailler gratuitement.

Melca a trois choix qui s'offrent à elle. Amener Richard, son fils de quatre ans, avec elle lorsqu'elle sera déportée aux Philippines, où les chances de trouver un emploi sont pratiquement nulles et où la vie de Richard serait en danger puisqu'il ne pourrait recevoir les soins de santé dont il a besoin comme asthmatique. Étant citoyen canadien, Richard pourrait rester ici sans sa mère, la seule parente qu'il ait jamais connue, mais il aurait alors accès à des soins de santé gratuits. Pour Melca, aucune de ces deux options n'est envisageable. Elle ne peut que poursuivre sa lutte afin d'obtenir la citoyenneté canadienne. Selon son avocat William Sloan, Richard et Melca devraient pouvoir demeurer au Canada pour des raisons humanitaires: Richard est citoyen canadien, il a donc le droit de vivre ici et le doit à la sécurité de sa personne; si Melca est déportée, l'un de ces deux droits sera violé.

Depuis le premier ordre d'expulsion de Melca en août 2000, une vaste campagne pancanadienne a été lancée non seulement pour arrêter son expulsion, mais aussi pour que soit aboli le PAFR dans son état actuel.

Campagne pour arrêter l'expulsion de Melca Salvador:

Tél.: (514) 739-1368
Courriel: kampanya@hotmail.com
Web: www.page.infinet.net/ugay/melca.htm

MARIE-EVE LAMY



15 FÉVRIER
1839

UN FILM DE PIERRE FALARDEAU AVEC LUC PICARD SYLVIE DRAPEAU FRÉDÉRIC GILLES
AVEC PIERRE RIVARD MARIO BARD YVON BARRETTE DENIS TRUDEL LUC PROULX STÉPHANE F. JACQUES BENOIT DAGENAIS JEAN GUY
JEAN-FRANÇOIS BLANCHARD MARTIN DUBREUIL ROCH CASTONGUAY JERRY SNELL JULIEN POULIN DIRECTION PHOTO ALAIN DOSTIE
DIRECTION ARTISTIQUE JEAN-BAPTISTE TARD CRÉATION DES COSTUMES MARIO DAVIGNON CONCEPTION SONORE SERGE BEAUCHEMIN ET MATHIEU BEAUDIN MUSIQUE JEAN ST-JACQUES
MONTAGE CLAUDE PALARDY PRODUCTEUR DÉLÉGUÉ RENÉ CHÉNIER PRODUCTEUR ASSOCIÉ MARC DAIGLE (PRODUIT PAR BERNADETTE PAYEUR) SCÉNARIO ET RÉALISATION PIERRE FALARDEAU

AVEC LA PARTICIPATION FINANCIÈRE DE SODEC (SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES CULTURELLES - QUÉBEC), GOUVERNEMENT DU QUÉBEC - PROGRAMME DE CRÉDITS D'IMPÔTS, FONDS CANADIEN DE TÉLÉVISION CRÉÉ PAR LE GOUVERNEMENT DU CANADA ET L'INDUSTRIE CANADIENNE DE LA TÉLÉVISION PAR CÂBLE



FCT - PROGRAMME DE DROITS DE DIFFUSION ET TÉLÉFILM CANADA - PROGRAMME DE PARTICIPATION AU CAPITAL PROGRAMME DE CRÉDITS D'IMPÔTS POUR LA PRODUCTION CINÉMATOGRAPHIQUE CANADIENNE ET LA PARTICIPATION EXCEPTIONNELLE DU COMITÉ DU 15 FÉVRIER 1839

AINSI QUE LA COLLABORATION SPÉCIALE DE LA SAQ ET MONTAGE MÉTAPHORE TÉLÉ-QUÉBEC ET SUPER ÉCRAN UNE PRODUCTION DE LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT ET DE PRODUCTION ACPAV INC. ©2000 CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT ET DE PRODUCTION ACPAV INC.



PRÉSENTEMENT À L'AFFICHE

Georges-Hébert Germain Éloge du Creton

Il n'y a pas que *La Presse* et le *Voir* qui donnent dans les suppléments «culinaire» et «mode de vie». *Le Devoir* suit le mouvement et s'éloigne, lui aussi, toujours un peu plus de l'information et des débats d'idées. Hélas.

Depuis quelques mois, le lèche-vedettes par excellence, le petit Georges-Hébert Germain (GHG pour les intimes), signe les chroniques *Rendez-vous du Devoir*, où il interviewe de grandes personnalités. Dans l'édition du 20 janvier 2001 du *Devoir*, GHG nous parle cretons. Mais le scribouilleur est «subtile» et le creton n'est ici qu'un prétexte pour nous parler d'un plat autrement plus raffiné:

la poule de luxe au gratin. En effet, le schtroumpf écrivain gaspille le précieux espace de la «une» pour nous parler des liens qui l'unissent à Luc Plamondon. Non seulement on s'ennuie ferme, mais on se demande encore comment un tel ramassis d'anecdotes creuses a pu se retrouver en première page du *Devoir*.

Que nous apprend l'homme qui est moins haut que son crayon sur Notre-

Dame des Paris pâtés? Rien qui vaille la peine d'être écrit dans un quotidien d'information. Si on tire la substantifique moëlle de l'article de GHG, et qu'on tente de le résumer, on ne peut le faire qu'au «je» et en adoptant le style de l'auteur. Voici ce que ça donne: «Luc (mon héros) appelle affectueusement mon enfant bien-aimée, la Bine. À Noël, la Bine a voulu offrir des cretons à Luc (qui nous

invitait dans sa somptueuse villa de la Barbade). Luc, qui est excellent nageur, qui est un grand organisateur (il retouche lourdement le décor des chambres d'hôtel où il descend); Luc

qui a des appartements à Londres et Paris (et ailleurs); Luc qui mange du caviar de Russie et du saumon d'Écosse n'en a pas été offensé. Car Luc-le-magnifique aime les cretons autant que le caviar (et c'est réciproque car Luc est si bon et si aimable). Les cretons (que Luc n'a ni humés, ni mangés, car la Bine les a oubliés dans le frigo à Montréal, ha! ha!) ont plutôt eu sur Luc un effet évocateur analogue à celui de la petite

madeleine du cher Marcel Proust (que Luc n'a pas connu, hélas). Luc s'est alors rappelé cette soirée parisienne où il a reçu à souper nul autre que Lucien Bouchard (à l'époque ambassadeur du Canada en France) avec un pâté chinois (re-ha! ha! ha!). Luc (cette grande folle), qui aime la gloire et le succès autant que lui-même, gagne sa vie, en écrivant. J'écris aussi. Je suis donc un peu formidable moi-même; mais Luc gagne beaucoup plus d'argent que moi (snif). Ça ne me dérange pas trop, car Luc est généreux. Non seulement c'est toujours lui qui paie la note au restaurant (j'en profite: je prends toujours ce qu'il y a de plus cher), mais il m'invite souvent en voyage (et c'est encore lui qui paie!). Voilà, c'était mon ami Luc et je l'aime beaucoup. Merci de m'avoir lu car je peux ainsi m'approprier un peu de la gloire de Luc. La semaine prochaine, je vous parlerai de ma matante Germaine (parce que moi aussi j'ai des amis ordinaires) et du spagat *meatballs* que la Bine a oublié de lui apporter (ha! ha!).

Le Couac profite donc de la parution de cet article hors du commun pour rendre hommage au talent de GHG. Voici donc, ci-dessous, un *Rendez-vous* presque imaginaire avec nul autre que GHG et ses amis.

FRANÇOIS PATENAUDE

«LES PATRIOTES» DE FALARDEAU.



15 Février
1839

Nathalie Petrowski (dans sa chronique de *La Presse* à propos du film de Falardeau): «Si j'ai un jour douté que la censure politique soit à la source des refus de Téléfilm, je n'en doute plus aujourd'hui.» Mieux vaut tard que jamais.

Étapisme

Huit ans après la jambe gauche, le reste de Lucien Bouchard démissionne.

Zoo

Solitaire, Robert Lévesque avait un chat qu'il aimait tendrement, mais l'animal est mort. C'est bien triste pour Lévesque, mais ça fait quand même un enclulé de moins.



Neige

Les dirigeants de l'Association québécoise des propriétaires de centres de ski annoncent qu'exceptionnellement, cette année, ses membres ne demanderont pas l'aide du gouvernement pour couvrir les coûts occasionnés par la fabrication de neige artificielle. Grâce aux abondantes chutes de neige, leurs entreprises ont connu une saison extraordinaire. Par contre, ayant dû refuser du monde lors de certaines fins de semaine particulièrement achalandées, ils ont déposé un rapport suggérant la création d'un programme spécial de subventions, leur permettant d'améliorer leurs infrastructures, pour répondre à cette demande accrue. Landry a déclaré être en faveur de ce projet «structurant».

Reportage presque imaginaire en compagnie de Georges-Hébert Germain Un petit parmi les grands

Pour le jour de l'an, GHG célébrait le réveillon avec quelques amis dans une somptueuse villa à la Barbade, propriété de son ami Luc Plamondon. J'avais l'honneur (moi, simple petit chroniqueur au *Couac*) de me retrouver parmi eux pour écrire un reportage sur les moeurs des gens riches et célèbres. Parmi les convives et les convifs, René et Céline (que GHG avait invités dans l'espoir d'être le parrain de leur enfant déjà vedette), Sylvie Bernier (ex-championne olympique à qui GHG avait consacré un de ses *Rendez-vous du Devoir*), Pauline Marois et son riche époux, Claude Blanchet. Était également présente Magali, la bonne haïtienne des Marois-Blanchet dont GHG nous avait tant parlé dans *Le Devoir*. Mais il n'y avait malheureusement pas suffisamment de chaises autour de la table pour la Magali qui, du coup, se retrouva à la cuisine à concocter un succulent porc au Prince.

J'étais particulièrement heureux de voir autant de gens qui vivaient leur amitié avec tant de simplicité. En trinquant au champagne et en dégustant le caviar de Russie et le saumon d'Écosse de ce cher Luc, cette bande de joyeux lurons discutait savamment des toiles des peintres québécois qui ornent

les murs de la maison, de leur dernière croisière sur le voilier de René et Céline, de leur souper entre amis au restaurant Jules Vernes au sommet de la Tour Eiffel, tout en agrémentant leurs propos de quelques réflexions sur Proust, Voltaire et Nerval pour bien prouver aux lecteurs du *Couac* qu'on peut être riche et célèbre et néanmoins avoir de la culture.

Pour amuser les convives et les convifs, GHG proposa quelques jeux de haute-société. Le premier consistait à deviner où l'on se sentait le mieux chez soi: dans l'appartement de Paris, de Londres ou de New York. J'ai bien cru remporter la joute, car personne n'avait deviné que c'était à Montréal que je me sentais vraiment chez moi. Mais quand ils ont découvert que je n'avais d'appartement nulle part ailleurs qu'à Montréal, ils ont décrété que j'avais triché et m'ont envoyé à la cuisine chercher le porc au Prince de Magali.

Quand je suis revenu vers la table, les convives et convifs

calculaient pour rigoler combien de dollars GHG empochait pour chaque mot qu'il publiait. C'est à ce moment qu'une sonnerie de téléphone portable retentit, rompant l'harmonie parfaite de la soirée. Tous les invités ont saisi leur téléphone, mais le coup de fil n'était pour nul

autre que pour ce sacré GHG. Au bout du fil, le directeur du *Devoir* lui souhaitait respectueusement ses voeux de bonne année, profitant de l'occasion pour demander si l'idée d'écrire son autobiographie ne plaisait pas à GHG. GHG

tergiversait, ne voulant froisser le directeur du *Devoir* mais ne sachant trop comment lui expliquer qu'il n'écrivait que les autobiographies des gens riches et célèbres. «Je vais y penser», finit par dire GHG avant de raccrocher. J'étais impressionné par les multiples talents de GHG. Ainsi, non seulement savait-il écrire, mais il savait même penser!

Puis s'adressant aux convives et convifs, GHG a lancé cette extraordinaire idée: «Dites, les amis, à nous tous, nous pourrions aisément racheter



PHOTO: ANDRÉ PANNETON

J'ESPÈRE QU'IL EST BIO!



TÉ-SHIRTE Le Couac



Un cadeau idéal, surtout si vous allez dans le sud... Tailles: médium, large

Envoyez un chèque de 15 \$ + 3\$ pour les frais de poste à l'adresse du journal. Quantité limitée.

**SALON DE L'AUTO
"CHEVRETE COLETTE" 2001 :
CITRON DE
L'ANNÉE**



Le pied

Pierre Pettigrew (évoquant la succession de Bouchard): «Les chaussures de Lucien Bouchard sont grandes. Il va falloir que Bernard Landry nous démontre qu'il est capable de monter la marche.» Et de ne pas mettre les pieds dans le plat?

**Une trajectoire navrante
Commencer en de Gaulle
et finir en Pinay**

Il aurait pu beaucoup. Il aurait tellement pu.

Lucien Bouchard a été l'un des hommes politiques les plus charismatiques que le Québec ait engendrés. Je l'ai vu en action lors du référendum de 1995. Je garde en mémoire cette rencontre avec quelque 600 employés d'entretien de la STCUM au garage Crémazie, spécialistes des durs conflits et plutôt rugueux dans leurs rapports. C'est porté sur un pavois qu'il est sorti de la cafétéria. J'ai vu un débosseur, les mains noires d'huile, lui glisser dans la poche un mot griffonné en toute hâte qui devait dire quelque chose comme: «Lâche pas, Lucien. On est avec toi!»

au sujet de Jean Marchand. D'un pouvoir de conviction hors du commun, orateur exceptionnel, capable d'amener n'importe quelle foule là même où il l'aurait décidé, il semble que Marchand, chef syndical, ait chaque fois reculé, saisi d'effroi en constatant jusqu'où pouvait aller sa propre force.

Lucien Bouchard, qui fréquente les Évangiles et connaît donc la

comme il l'a fait, qu'en travaillant ainsi à ce qu'il avait décrété comme notre bien collectif, le peuple n'aurait de cesse de chanter les louanges de celui qui avait répondu: *Yes sir!* quand le monde de la finance a donné ses ordres. Le peuple n'en avait rien à foutre. Dès la semaine suivante, les sondages montraient que cet objectif, qui tenait tellement à Lucien Bouchard, loin de devenir une condition gagnante, était devenu plutôt un boulet.

En mettant en oeuvre des politiques si peu inspirées d'une social-démocratie aux odeurs de naphthaline, on croyait peut-être convaincre Laurent Beaudoin et Paul Desmarais, qui pratiquent à fond

l'«éthique capitaliste», de devenir des prosélytes de la cause souverainiste... Cela ne s'est pas fait. Mais ce racolage auprès des bien nantis a éloigné de leur famille naturelle des dizaines, des centaines de milliers de Québécoises et de Québécois de la Gaspésie, de Limoilou, d'Hochelega-Maisonnette, largués par ceux qu'ils croyaient de leur bord et amenés à payer pour que le Québec en fasse encore plus que les Moody's et Standard & Poors de ce monde, mais surtout des USA, n'en demandaient. Les résultats des élections d'octobre 1998 et de novembre 2000 en témoignent.

Les idoles de Lucien Bouchard sont de Gaulle et Churchill. En évacuant le rêve de son action politique et en le remplaçant par la gestion du butin à la petite semaine, il aura fini en Antoine Pinay. Triste destin, navrant spectacle.

MICHEL RIOUX



Mais à quoi sert un charisme inégalé si on se refuse à l'utiliser? Dans les circonstances, Lucien Bouchard n'a pas démissionné. Il a abdicué.

Ténébreux romantique assailli sans cesse par le doute, le seul doute ne l'effleurant pas étant celui d'être le seul à posséder la vérité, il a préféré abdicuer plutôt que d'aller au bout de ses intuitions et d'assumer les conséquences de ses convictions. Abdiquer est le mot idoine en l'occurrence, car la contradiction lui était insupportable et sa conduite des affaires a été marquée par des comportements de type régaliens.

Qui aurait deviné que derrière ce masque imposant, derrière cette stature, hiératique parfois, impressionnante toujours, derrière ces phrases martelées et au coin de cet oeil sombre se cachait un être aussi pusillanime? L'écouter dans sa prestation théâtrale au moment de son départ, me sont revenus à la mémoire les mots de Pierre Vadeboncoeur

parabole des talents, comprendra qu'il y a quelque chose qui ressemble à un péché contre l'esprit quand un talent comme le sien a été gaspillé.

La conduite des affaires de l'État n'est pas une affaire facile, il faut en convenir. Surtout au Québec où, tout en ayant les prétentions d'un État, le nôtre n'en a que la moitié des moyens. Conservateur aux plans social et économique, il avait cru que le peuple lui serait éternellement reconnaissant de ce qu'au prix d'une détérioration inacceptable et peut-être irréversible des services sociaux et de santé et du réseau de l'éducation, le déficit zéro fût atteint. Quelle lecture erronée d'avoir cru que ce saccage pourrait constituer dans le peuple une condition gagnante!

Car dans quels milieux autres que celui de la finance réclamait-on, à l'époque, que l'on s'acharne de la sorte sur ce fameux déficit zéro? C'est là le drame de ces soi-disant réalistes en politique de croire,

**Le téléjournal:
informez-vous,
qu'ils disaient !**

Question piège: qu'y a-t-il à la télévision à l'heure du souper?

- a) des nouvelles
- b) de l'information
- c) une représentation mise en scène comme une pièce de théâtre

Ceux qui ont répondu a) ou b) sont tombés dans le piège. C'est du moins ce qui ressort d'une étude intitulée *Les informations télévisées, un lieu de reconnaissance ou de connaissance?* qui porte sur les journaux télévisés. Dans ce mémoire de maîtrise (c'est fou ce qu'on peut trouver dans les rayons poussiéreux d'une bibliothèque universitaire!), Hélène Lahoucine s'est livrée à une analyse fort instructive du contenu d'une émission de «Montréal ce soir» diffusée à la télé de Radio-Canada à 18 heures.

L'idée lui est venue en constatant l'obsession des réseaux de télévision de vouloir être toujours plus proches du public. D'où cette hypothèse que d'aucuns de la salle des nouvelles de Radio-Canada considéreraient comme sacrilège: «le journal télévisé n'a pas tant pour fonction d'informer que d'établir des liens avec et entre les téléspectateurs». Créer des liens... Intéressant. Mais pourquoi? Faire la révolution? J'ai comme un petit doute...

Poursuivons notre lecture. Afin de vérifier la pertinence de son intuition, Lahoucine s'est intéressée à la construction de la nouvelle. Elle a d'abord constaté à quel point la nouvelle était travaillée, reformulée. Le résultat, conclut-elle, «est une mise en scène des événements offrant une vision consensuelle de la réalité». Oh, là, là... On en a traité de «sales petits communistes hérétiques» pour moins que ça sur la liste de discussion électronique des journalistes du Québec!

Ainsi donc, au lieu de tisser des liens entre les événements (ce qui aide vraiment à comprendre), les informations télévisées ne cherchaient qu'à tisser des liens avec le public. Bref à le rendre captif et docile.

Prenez le cas des quelques rares bulletins internationaux qu'on y retrouve. Les conflits armés y sont constamment présentés en dehors de leur contexte socio-historique. Conséquence sur le spectateur: quand on ne sait rien des véritables causes des guerres, on se dit que ces pauvres bougres étaient sans doute destinés à se taper sur la gueule. Et c'est bien fait pour eux.

Mais tout cela est terriblement logique si l'on garde à l'esprit que les réseaux de télé sont essentiellement des entreprises qui cherchent à faire fructifier leurs capitaux. Dans ce cadre, les spectateurs ne peuvent être considérés autrement que comme des appâts pour les vendeurs de pub.

Mais qu'en est-il quand on soumet chaque bulletin d'un téléjournal à une analyse de contenu comme l'a fait Lahoucine? On découvre d'abord que seulement la moitié des énoncés lus par la présentatrice ont un caractère purement descriptif. Qu'en est-il du reste? Réponse de l'étude: au moins un tiers ont une valeur normative implicite. C'est-à-dire qu'ils contiennent des mots ou des tournures de phrase qui induisent une vision consensuelle de la réalité et favorisent le respect des valeurs à l'origine de l'ordre social.

Ainsi, lors d'un crime, le reportage mettra inmanquablement l'accent sur le travail policier et judiciaire. Elle donne l'exemple d'un tel reportage diffusé à l'émission du 15 décembre 1997 de «Montréal ce soir». D'entrée de jeu, la présentatrice annonce «une sentence étonnante» pour deux hommes reconnus coupables et qui pourtant «s'en tirent donc sans avoir à passer un seul jour derrière les barreaux». En plus de donner à entendre que la décision du magistrat est trop laxiste, la journaliste loue ensuite subtilement la probité du corps policier en stipulant que «la tentative de corruption avait évidemment échoué».

Mais revenons au rôle de la présentatrice qui est à l'origine du plus grand nombre de «d'opérateurs de connivence». D'opérateur de quoi? Simplement de mots ou de figures de style qui favorisent un rapprochement avec le téléspectateur et donnent l'impression d'être complice avec lui. Exemple typique, la «petite phrase», terriblement efficace, mais pourrie de préjugés. Toujours tiré de la même émission: «Faire le marché a été un exercice éprouvant, pour ces logés et nourris à l'année» (des détenus). Ou encore, à la journaliste sur le terrain d'une manifestation: «C'est au tour de qui aujourd'hui?». Sans commentaires.

Selon un sondage CROP-EXPRESS paru dans *La Presse* du 18 avril 1998, la télévision est la première source d'information pour 76 % des Québécois. C'est dire que trois personnes sur quatre s'en remettent à cette grille de lecture unidimensionnelle des événements pour comprendre le monde qui les entoure.

Dans ces circonstances, quoi d'étonnant à ce que le système en place se porte si bien? Quoi d'étonnant à ce que Chrétien soit reporté au pouvoir? Quoi d'étonnant à ce que les dégâts irréparables en Tchétchénie, l'ampleur de l'épidémie du sida en Afrique ou les nombreux génocides en préparation nous échappent? Et pendant ce temps-là, plutôt que de nous informer et d'entretenir notre esprit critique, Pascale, Michèle et les autres nous font leur beau sourire et nous demandent de participer à la Guignolée, ciboire...

BRUNO DUBUC

Hélène Lahoucine, *Les informations télévisées, un lieu de reconnaissance ou de connaissance?*, mémoire de maîtrise en sociologie, Université de Montréal, juillet 1998.

MAURICE et PATAPON



Lucien Bouchard au Vatican

Lucien Bouchard a obtenu, début février, une audience auprès du pape Jean-Paul II. Il était accompagné de son épouse et de ses deux enfants. A-t-il offert ses services de messie conservateur à une nouvelle cause sacrée?

Génie

Jean Chrétien (interrogé à propos de Bernard Landry): «Vous seriez surpris d'apprendre que nous sommes tous deux diplômés, que nous avons étudié au séminaire de Joliette». La surprise vaut surtout pour Chrétien.



Le petit observatoire des médias Médias appauvris et aux ordres

Appelé à quelques reprises à discuter, pendant qu'elle se déroulait, de notre intervention supposément humanitaire au Kosovo, j'ai un souvenir très net d'un grand malaise que je ressentais alors et que je formulerais à présent ainsi : j'étais persuadé que pour espérer comprendre un peu ce qui se passait au Kosovo, il fallait qu'on aborde ce conflit en sortant des cadres imposés par la propagande. Or mes interlocuteurs à l'époque le refusaient et s'en tenaient résolument à ce cadre.

Concrètement : la propagande exigeait que l'on concentre toute notre attention sur ce seul conflit, mais il fallait pour comprendre replacer le tout dans un contexte plus large ; en cela, la propagande fournissait toutes les données à connaître et donnait en prime les grandes lignes des interprétations à privilégier : il fallait trouver d'autres faits et chercher d'autres cadres d'explication. Et ainsi de suite.

Le dossier de cette guerre et notamment un bon nombre de données alors inconnues sont maintenant largement disponibles pour qui veut le consulter. Une conclusion s'impose : ce n'est pas un mince tribu à la servilité qu'ont payé les médias occidentaux dans leur couverture de ce conflit.

L'actualité récente invite à revenir sur ce sujet à travers de nombreux articles consacrés cette fois aux possibles dangers de l'uranium appauvri (UA).

Ces articles et reportages ont paru dans les dernières semaines. C'est que le système doctrinaire permet désormais que le sujet soit évoqué et que la discussion ait lieu. Ou plutôt, et ceci me semble important, qu'une certaine discussion, très circonscrite et limitée, ait lieu. Car voilà : des soldats amis et alliés pourraient être devenus malades à cause de cet UA avec lequel ils ont été en contact. Toute une série de questions se posent donc et ont effectivement été posées et discutées (plutôt bien, il me semble, à en rester sur le plan technique et scientifique) dans de nombreux articles le plus souvent fort instructifs. Qu'est-ce donc que cet UA ? Quand, comment et pourquoi a-t-il été utilisé ? Que savons-nous et que ne savons-nous pas de sa nocivité ? Un sain scepticisme s'impose sans doute sur ce dernier point, mais je ne souhaite pas entrer dans cette discussion ici. Ce qui m'intéresse plutôt, comme c'est souvent le cas en ces

matières, c'est de savoir ce qui est exclu de la discussion qu'autorise le système doctrinaire. Car c'est cela qui est, fréquemment, bien plus intéressant que ce qui est dit et c'est d'ailleurs pourquoi quand j'écoute un débat enflammé entre deux protagonistes, à la

cadre du système doctrinaire alors en place, c'était un non-fait, une chose sans intérêt et sans importance. Si on est aux ordres, on l'ignore donc. On ignore.

Poursuivons. Du 1^{er} janvier 2000 au 25 décembre 2000, le même système doctrinaire se maintient. Seulement 11 articles reviennent sur l'utilisation de l'UA au Kosovo, qui est évoqué le plus souvent en passant.

Mais, à ce moment-là, les premiers tests sont passés à

radio ou à la télévision, je trouve le plus souvent bien plus d'intérêt et d'enseignements à ce dont ils conviennent qu'à ce dont ils débattent – essayez, vous verrez...

Dans le cas de l'UA, une petite analyse s'impose d'elle-même. Que disaient les grands médias de l'UA durant la guerre au Kosovo, c'est-à-dire au moment où nous le balancions sur la gueule des (parfois civils) ennemis et où le système doctrinaire nous assurait que nous menions une guerre humanitaire ? Pas grand-chose, je prédirais. Et vous ? Il y a moyen de le savoir facilement, au moins en ce qui concerne nos grands médias écrits francophones au Québec.

Examinons-les tous – à part le *Journal de Montréal*. Nous commencerons notre enquête au moment du déclenchement du conflit ; mais, pour faire bonne mesure et laisser une chance aux coureurs, nous continuerons notre recension d'articles traitant de l'uranium appauvri et de son utilisation jusque longtemps après la fin du conflit, disons jusqu'au 31 décembre 1999. Au total, tout de même, plus de 9 mois. Amplement le temps de découvrir qu'on utilise ou qu'on a utilisé de l'UA et de s'interroger là-dessus.

Résultat : 10 articles. Nous ne trouverons durant ces 9 mois que 10 articles traitant de ce sujet. Et encore : deux de ces articles sont des lettres ouvertes rédigées par de simples citoyens ; un autre est signé d'un simple chroniqueur pas journaliste du tout. La plupart de ces écrits proviennent du *Devoir*.

La nouvelle était-elle donc, à l'époque, si difficile à trouver ? Pas du tout. Une dépêche de l'AP la transmet dès le 7 avril, elle est d'ailleurs reprise par *Le Droit* du 8 avril 1999. Mieux : FAIR, la célèbre organisation qui scrute le travail des médias aux États-Unis, fait aussitôt un grand et légitime tapage autour de tout ça. Mais dans le

des soldats espagnols ayant servi au Kosovo. La question de la possible nocivité de l'UA ressurgit dans le nouveau cadre qui se met en place. Cette fois, c'est sérieux : il s'agit des nôtres. Dans ce nouveau système doctrinaire, le fait est donc important, sa discussion est désormais légitime. Quantitativement, entre le 26 décembre 2000 et le 24 janvier 2001, 135 articles sont donc consacrés à la question.

135. Où on n'évoque à peu près pas le fait que c'est au Kosovo que se trouve l'UA.

C'est ce qui s'appelle être aux ordres.

Cependant, j'y insiste, ici comme bien souvent, c'est ce qui est tu qui est tout particulièrement intéressant.

Car ce n'est pas tant l'utilisation de l'UA, dont la nocivité reste controversée, qu'il faudrait discuter, mais de la guerre. Et de la légitimité de celle-ci. Car c'est la guerre qui tue. Les bombes tout court tuent, UA ou pas.

Si les effets – non établis – de l'uranium appauvri suscitaient vraiment tant de colère, que ne susciteraient l'usage des bombes tout court ? La guerre tout court ? Et que de discussions ne nous sentirions nous pas tenus d'avoir sur le contexte de leur utilisation, sur ces sanctions en Irak qui en sont l'abominable conséquence, sur...

Mais il y a fort à parier qu'on préférera ici encore s'en tenir aux faits dont il convient de parler et à l'interprétation que des gens comme il faut en donnent.

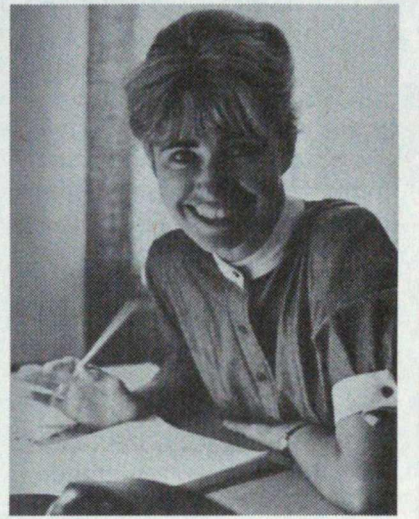
Un adage hier encore en circulation dans le milieu du journalisme assurait que cette profession avait pour fonction de satisfaire les inquiets et d'inquiéter les satisfaits. C'était hier. C'était il y a mille ans.

RAYMOND-LA-SCIENCE
baillargeon.normand@uqam.ca



Le Anne Hébert, de Godbout

Vous aurez peut-être vu ce film à la télévision de Radio-Canada, malheureusement vandalisé par des séquences publicitaires à tout moment. C'est une merveille. Le terme « documentaire » sied mal dans ce cas, car il s'agit plutôt d'une évocation, mais une évocation où règne le style, chose rare.



Ce film n'est pas seulement un document, mais une œuvre, ce qui est d'un autre ordre.

Jacques Godbout ne se contente pas de décrire cinématographiquement quelque chose, un personnage, une vie, une carrière, une figure, un temps. Les éléments qu'il réunit composent, avec un constant bonheur, une sorte de tableau, chargé de signification et de présence. Voilà une œuvre didactique qui ne se borne pas à « parler de », mais qui parle, par soi-même, aussi.

Par quel mystère ? Par le mystère de l'art, sans doute. L'art est le principal, ici, parce qu'à travers lui tout prend sa juste valeur.

Ce par quoi cette œuvre s'impose, c'est d'abord cela qu'elle opère elle-même, qui est d'ordre esthétique, et ce n'est pas seulement la matière qu'elle présente, bien qu'il s'agisse d'Anne Hébert et que ce sujet à lui seul serait un avantage.

Le sujet. Les sujets, devrais-je dire, l'ensemble des sujets, comme dans une partition : Anne, et son charme énigmatique, et ce qu'elle dit ; son père, sensible, fin, attentif à l'art de sa fille et plein de sollicitude envers son œuvre commençante ; de Saint-Denys Garneau, le cousin, dont on connaît le personnage fascinant ; Pierre, le frère d'Anne, lisant, bouleversé, un texte de celle-ci ; et en fond de scène, le Québec d'antan, janséniste, morbide, étrange. Quel tableau !

Des textes de l'écrivain, dits par Sylvie Drapeau ; des témoignages : Mavis Gallant, Jean-Marie Borzeix, André Brochu, Sheila Fischman. En voix off, une présentation continue, par Jacques Godbout, réservée, efficace. Les images de Jacques Brault. Puis, à la fin, une série de tableaux de Monique Bosco, portraits très sensibles d'Anne Hébert.

Une citation parmi d'autres possibles. Borzeix dit d'Anne Hébert : « Incroyablement marquée par son éducation religieuse, elle s'est séparée du catholicisme, mais jusqu'à quel point ? » Il parle, à son sujet, de « la marque du péché » et dit d'Anne Hébert qu'elle est jusqu'à un certain point « un écrivain chrétien ». A propos de ce jugement, Borzeix pense « qu'elle l'aurait refusé, puis qu'elle aurait ajouté : peut-être... »

Ce film n'est pas indigne de la poétesse, de la romancière. En tout cas, il la sert adéquatement, ce qui n'est pas peu dire. Être à la hauteur...

Au surplus, Anne Hébert, si elle avait pu le voir, serait reconnaissante de ne pas y trouver sa propre œuvre banalisée ou adoucie, fût-ce par l'éloge, ce dernier extrême par moments, mais non excessif et nullement mondain.

PIERRE VADEBONCOEUR



L'APARTÉ
Café

du théâtre sur un plateau

5029, rue St-Denis, Montréal
(face à l'École nationale de théâtre)
Tél.: (514) 282-0911

Abonnez-vous !



Par
téléphone :
(514) 287-9467

Triptyque
www.generation.net/tripty
Tél.: (514) 597-1666

Jean Forest
Psychanalyse littérature
enseignement
essai, 260 p., 25 \$

PSYCHANALYSE
LITTÉRATURE
ENSEIGNEMENT

À LA RECHERCHE DU SCÉNARIO DE L'AVENTURE

Cet ouvrage entend démontrer que la psychanalyse appliquée à la littérature est fort capable de donner la plus grande importance à l'enseignement de cette dernière, tout dévalué, méprisé même qu'il soit aujourd'hui dans nos écoles.

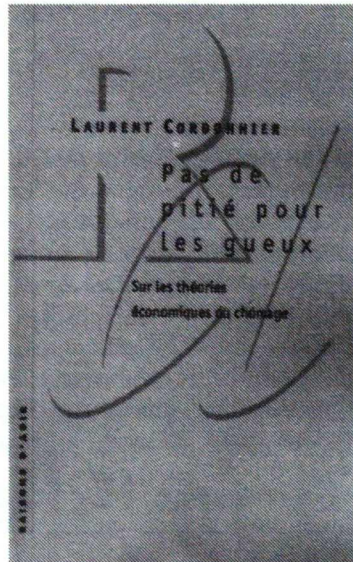


Imposture de l'économie

Pour ceux qui n'auraient pas pris la pleine mesure du sens caché derrière des concepts et formules mathématiques férocement hermétiques à l'entendement commun, *Pas de pitié pour les gueux* est un excellent essai. En véritable transfuge de la pensée économique dominante, Laurent Cordonnier se propose en effet de nous dévoiler la signification profonde des théories néo-classiques sur le chômage, « une fois défroquées de leurs oripeaux savants ».

Après une première partie consacrée à la critique d'un édifice théorique reposant en grande partie sur des assertions péremptives, dogmatiques et parfois même contradictoires, l'auteur dénonce avec brio et humour les mécanismes par lesquels les économistes véhiculent une théorie du chômage n'ayant de cesse de stigmatiser les salariés présentés comme autant de « poltrons, roublards, paresseux, primesautiers et méchants ». À l'heure sacrée de la responsabilité individuelle, les chômeurs ne sont pas en reste. Loin d'être les victimes d'un

système, ces privés d'emploi décrits de manière à peine voilée comme de « riches et infatués rentiers » sont, du fait même de leur paresse, bien responsables de leur malheur. De la même manière, les syndicats, les transferts sociaux, les réglementations du marché du travail, l'ensemble des insti-



tutions que l'on percevait naïvement comme les derniers remparts d'une certaine conception de la justice sociale, sont perçus par nos vaillants économistes comme autant de filéaux qui s'abattent sur l'or-

dre naturel du marché et empêchent le chômage de disparaître.

On mesure ainsi non seulement la portée morale mais aussi celle, politique, d'une idéologie dont Laurent Cordonnier dénonce l'incapacité ou l'absence de volonté de traiter les véritables problèmes posés par l'expansion capitaliste. Une théorie qui, en plus d'être invalidée par les faits, se présente comme le chien de garde des intérêts de la classe capitaliste. Car finalement, les seuls vertueux dans ce qui est en passe de s'élever au rang de véritable mythe, ce sont bien les entreprises, « et ceux qui jettent le doute sur la probité des petits patrons n'ont jamais compris comment la recherche du profit maximum et le jeu du marché s'épaulaient pour produire des êtres moraux. Amen! ».

AUDE RIBIS

Laurent Cordonnier, *Pas de pitié pour les gueux. Sur les théories économiques du chômage*. Éditions Raisons d'agir, Paris, 2000

Du fond de mon arrière-pays

LE SYNDROME CÉLINE DION

Pierre Gélinas est un écrivain si peu considéré qu'il ne figure pas dans le dictionnaire des auteurs québécois. Même son éditeur semble l'ignorer, puisqu'il n'en fait mention nulle part, que Gélinas a remporté en 1960 le prix littéraire du Cercle du livre de France avec son roman *Les vivants, les morts et les autres* et que, deux ans plus tard, il récidivait avec *L'or des Indes*, un autre roman qui n'eut guère d'échos, ni dans la presse ni auprès du lecteur. Sans doute cette indifférence explique-t-elle le long silence dans lequel Gélinas s'est ensuite enfermé avant de nous donner *La neige* et *Le soleil*, les deux premiers volets d'une trilogie qui devrait être rendue dans ses grosseurs avec *Le fleuve* dont on annonce la parution d'ici la fin de l'année.

Je profite du flottement que représente toujours pour moi le temps des Fêtes pour corriger mon vice de culture par-devers Gélinas. Alors que la neige tombe dehors, que le froid est sibérien et que ça vente à écorner les boeufs, j'entre lentement dans son œuvre, étonné de ce que j'y trouve. Pour avoir lu les romans de Bruno Hébert, de Guillaume Vigneault, de Mistral et de François Gravel, tous porteurs d'un gros nombril mais de peu de substance, le désenchantement m'avait pris par mes dessous de bras et jeté dans la morosité inhérente au climat d'hiver, du moins étais-je en train de m'en persuader.

La neige, puis *Le soleil*, me sont arrivés juste au bon moment. Enfin, des romans dont l'anecdote autobiographique ne constitue pas tout l'enjeu de l'écriture! Enfin, des œuvres qui interrogent vraiment la société dans laquelle on vit, par le biais de la politique, du syndicalisme, de la culture et de la philosophie: pourquoi une société, qui ne manque pourtant pas de ressources, n'arrive-t-elle à sortir de l'hiver de force que pour y revenir? En questionnant la haute fonction publique, le girouettisme des politiciens, les actions fascistes de la police et cet affairisme qui conditionne trop souvent le monde syndical, Gélinas manie, dans une écriture éminemment efficace, le scalpel du chirurgien. Ses personnages en arrachent parce que les leaders de la société dans laquelle on vit refusent d'assumer ce qu'il y a d'exigeant dans ce qu'on appelle la politique des choses. Ils prennent leur volonté de pouvoir pour la volonté de puissance, ce qui les porte à promouvoir une société œcuménique et apologétique, c'est-à-dire civile, plutôt que nationale. Pour un peuple rêvant de se constituer en nation souveraine, il y a là contradictions impossibles à habiter, sinon dans un corps social appauvri parce que privé de son rêve commun.

Ce qu'il y a de plus hallucinant dans *La neige* et *Le soleil*, c'est que Pierre Gélinas pose le problème avec une acuité dont on est maintenant déshabitué tellement nous préférons dans nos romans les petites histoires de cul, de bouffe et de plaisirs égoïstes, autrement plus rentables parce que simplement commerciales, comme le disait encore récemment Madame Mouffette elle-même, la dénommée Marie Laberge. Les éditeurs français ayant refusé de la publier à Paris, comment croyez-vous que Madame Mouffette a réagi? En brandissant son succès en librairie comme s'il provenait de la foudre et du foutre de Jupiter:

— Je ne suis peut-être que commerciale, mais au moins je me vends!

Tout l'opposé donc de cet univers sans compromis et sans compromissions que nous propose Gélinas dans *La neige* et *Le soleil*, ces fables hénauromes et tragiques, saupoudrées d'hystérie, et si actuelles quand on pense à la démission de Lucien Bouchard et de l'opéra-bouffe qui est venue d'elle et n'a pas fini de nous écoeurer car, comme l'écrit si bien Gélinas dans *Le soleil*: « Ce ne sont pas les actes qui provoquent la désaffection, mais les mensonges ».

VICTOR-LÉVY BEAULIEU

Pierre Gélinas, *La neige*, Triptyque, Montréal, 1996.
Pierre Gélinas, *Le soleil*, Triptyque, Montréal, 2000.

Néoréalisme policier



À bien y réfléchir, quoi de plus propice à l'écriture d'un polar que les velléités d'une économie actionnariale et ses répercussions sur le vécu de milliers de salariés débauchés brutalement par le système?

Donald Westlake, dans *Le Couperet*, nous invite à pénétrer dans l'univers mental de Burke Devore, cadre moyen au chômage depuis deux ans suite aux restructurations économiques de l'entreprise pour laquelle il déployait de bons et loyaux services depuis une vingtaine d'années. Dans une ultime tentative destinée à « lui redonner la vie qu'on lui a volée », Devore commet une série de meurtres planifiés froidement. Assassin presque malgré lui, on participe à travers son personnage à l'univers dramatique du chômeur de longue durée avec le regard cynique, désabusé, voire désillusionné que cela implique.

Tous les éléments sont là qui font du *Couperet*, bien plus qu'un polar entretenant habilement la tension, une critique acerbe d'un modèle économique obéissant invariablement à une véritable dictature des actionnaires. Un système

contre lequel Devore ne peut lutter, mais dont il doit intérioriser les règles pour retrouver sa place. « Je ne peux pas modifier les données du monde où je vis. Ce sont les cartes que j'ai reçues, et je ne peux rien y faire. Tout ce que je peux espérer, c'est de jouer cette main mieux que tous les autres, quel qu'en soit le prix », dit-il, essayant d'apporter une justification impossible à ses crimes.

Essai sociologique aussi, de par l'analyse de la transformation des rapports sociaux entre chômeurs d'une part, et la nature des changements qui s'opèrent à l'intérieur de la vie de famille de Devore.

Analyse psychologique enfin, à travers la description d'un tueur schizophrène dont on suit les vicissitudes et les états d'âme.

Finalement, le personnage de Burke Devore apparaît davantage comme un prétexte pour une critique plus générale de la société dans laquelle nous vivons et un renversement ironique s'opère. Car en effet, si le fonctionnement de notre économie, à travers les dérèglements sociaux qu'elle implique, favorise l'apparition de « pathologies » propices à l'écriture du polar, par effet de balancier, la forme du roman noir, par opposition aux essais théoriques critiques, permet à son tour de transgresser les limites du réel et de l'acceptable pour mieux faire ressortir l'absurdité d'un système déshumanisant.

Robert Reich, ancien ministre américain du travail de 93 à 97, n'a-t-il pas dit lui-même dans l'un de ses articles que « jamais dans l'histoire de l'humanité les sentiments exprimés par une seule rue — Wall Street — n'ont eu autant de pouvoir. Les Anciens se souciaient de l'humeur des cieus, des montagnes, des mers et des forêts. Nous, nous cherchons à apaiser une chaussée. »

AUDE RIBIS

Donald Westlake, *Le Couperet*, Éditions Payot et Rivages, 2000

L'urine comme rédemption

L'institution littéraire ressemble au politique qui nous régit, par l'hypocrisie dont elle se nourrit.

Dans le temps que Denis Vanier vivait effrontément, elle ne lui aurait jamais décerné le grand prix littéraire de Montréal, par peur du scandale que le poète n'aurait pas manqué de susciter. Aussi faut-il lire *L'urine des forêts* comme Denis Vanier l'a écrit: « en sachant pisser sur le bourgeois sans aménité ». Pour vous mettre sous le sens et du bon bord du vent, ce poème tiré de son dernier recueil:

l'espoir est un cochon
qui mange le pain de l'âme
à même le plancher de la
bouche
et la couronne des dents.
dans le ventre à peine restera-
t-il le sang d'un insecte,
je me suis donc éternellement
saigné
et définitivement mis un
masque.

VICTOR-LÉVY BEAULIEU

Denis Vanier, *L'urine des forêts*, Les Herbes rouges, Montréal, 2000.

Démenti

Il n'est pas vrai que les Éditions du Boréal avaient demandé à des membres du *Couac* de rédiger le dernier roman de Marie Laberge.

Planète

Marie-France Bazzo (en direct pendant son émission sur Radio-Canada): « Si vous étiez sur une autre planète pendant l'heure qui précède, sachez que le bébé de Céline Dion est né. » Le premier bébé planétaire?

Guibord

Une histoire de cette victime de l'Église vient de paraître chez XYZ.

Attac chez les marchands d'armes

Sur <http://attac.org>, site Internet bénévole de l'association citoyenne Attac, section française, on a repris, dans un grand débat, une question que pose le journal contestataire PLPL: pourquoi Attac s'est-il associé avec Lagardère, l'un des plus gros groupes de presse et d'édition et néanmoins marchand d'armes, pour sa collection de livres critiquant la mondialisation économique?

Plusieurs militants d'Attac ne connaissaient pas les liens étroits de leur éditeur avec les missiles... En l'apprenant, beaucoup se sont demandés ce qu'Attac faisait entre ces mains-là.

Ces livres, disponibles au Québec, sont publiés dans la collection « Mille et une nuits » du groupe Lagardère. L'éditeur offre 10% de droits et 1500\$ d'à-valoir à Attac pour publier chez lui. Tout sur Attac et les *Paradis fiscaux*, publiés il y a presque un an, totalisent respectivement 35 000 et 25 000 ventes en France. Attac pouvait-elle faire la même chose ailleurs? Tout le laisse croire. Alors que les maisons d'éditions militantes et indépendantes pullulent plus que jamais, pourquoi en effet travailler avec celle-là?

Qui a donc choisi de mêler Attac dans les ficelles de Lagardère? Quelqu'un du conseil d'administration d'Attac? Non! Si, hélas. Devant le tollé soulevé par cette histoire, le monsieur a dû sortir sa tête du sable. Il s'appelle Bernard Cassens. Le même qui écrit dans *Le Monde diplomatique*, voyez-vous. Ses explications? Efficacité économique de l'entreprise, « condition de performance », « diffusion », concept « porteur », etc. Enfin, les termes mêmes qu'il dénonce dans son discours en général sur la marche actuelle du monde. C'est du jolii...

Devant pareil aveu, un militant s'est demandé: « Peut-on combattre un système et en même temps s'en accommoder assez bien tout en prétextant que cela permet de diffuser des idées et des alternatives progressistes à plus grande échelle, alors qu'il faut bien reconnaître que pour l'instant rien ne change? »

JEAN-FRANÇOIS NADEAU